

L'AVENIR APPARTIENT AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

Déclaration pour la Conférence
sur les énergies renouvelables Bonn, 2004





Cette déclaration est issue d'un atelier international, Le trajet vers "Renouvelables 2004", organisé à Bad Honnef, les 5-8 Octobre 2003, par la Fondation Heinrich Boell, German NGO Forum on Environment and Development et WWF International. Elle est censée servir de point de départ pour la prise de position des ONG à la Conférence "Renouvelables 2004".

Les organisations qui endossent cette déclaration peuvent l'indiquer électroniquement à: sign-on@forumue.de.

Cette déclaration représente la position commune des Citoyens Unis pour les Energies Renouvelables et la Pérennité (CUERP), réseau d'ONG créé pour assurer le suivi des projets internationaux sur l'énergie issus du Sommet de Johannesburg.

Les membres de la coordination de CUERP sont:

Jörg Haas, Heinrich Böll Foundation

Stephen Karekezi, African Energy Policy Research Network

Barbara Kvac, Climate Action Network Central and Eastern Europe

Jürgen Maier, German NGO Forum on Environment and Development

Jennifer Morgan, WWF International

Mika Ohbayashi, Institute for Sustainable Energy Policies

Sheila Oparaocha, Energia – International Network on Gender and Sustainable Energy

Roque Pedace, Rios Vivos / Friends of the Earth, Argentina

Steve Sawyer, Greenpeace International

Rafael Senga, WWF Philippines

Richard Worthington, Earthlife

Contact pour information:

German NGO Forum on Environment and Development
Am Michaelshof 8-10

53177 Bonn

Allemagne

Tel.: +49-228-359704

Fax: +49-228-92399356

E-mail: info@forumue.de

www.forumue.de

Citoyens unis pour les énergies renouvelables et la pérennité (CUERP)

Cette déclaration des ONG initie le processus international préparatoire à la Conférence „Energies renouvelables 2004“ qui se tiendra en juin 2004 à Bonn, Allemagne. „Energies renouvelables 2004“ représente une occasion unique de par la diversité des participants qui y prendront part. Les ONG signataires de la Déclaration en appellent aux gouvernements et autres décideurs-clés pour qu'ils passent outre au système énergétique actuel qui n'est pas viable, basé sur les énergies fossiles, et qu'ils prennent des mesures claires et décisives en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Le Sommet mondial du développement durable (SMDD) n'a pas réussi à faire progresser le monde vers l'élimination de la pauvreté, l'égalité entre les sexes, la fourniture de services énergétiques propres à un prix abordable pour tous ou vers des solutions pouvant éviter un changement climatique dangereux. Cet échec a été une immense déception pour des milliards de personnes. La Conférence de Bonn présente une seconde chance d'assurer des services énergétiques à ceux qui en sont dépourvus et d'engager le monde sur la bonne voie pour éviter un changement climatique catastrophique. Ne gâchons pas cette chance.

La Déclaration en appelle aux pays partageant le même point de vue pour qu'ils montrent la voie : les pays faisant partie de la Coalition de Johannesburg en faveur des énergies renouvelables (CJER) devraient présenter leurs objectifs nationaux lors de la Conférence de Bonn, démontrant ainsi leur sens de l'initiative et le respect des engagements exprimés à la fin du SMDD. La Conférence de Bonn devrait envoyer le message clair et pressant qu'un nombre important de pays compte sérieusement atteindre les „Objectifs de Développement du Millénaire“

(ODM) pour l'élimination de la pauvreté et la prévention d'un changement climatique dangereux par de l'énergie propre et à prix abordable. La Déclaration utilise le terme de „nouvelles énergies renouvelables“, excluant ainsi l'hydroélectricité à grande échelle et plusieurs formes de biomasse traditionnelle non viable.

Dans la Déclaration, le plus grand nombre possible de pays devraient s'accorder sur des engagements nouveaux et ambitieux sans tenir compte des objections de la part des pays qui ne désirent pas participer. La Déclaration énumère de nombreux éléments nécessaires à un tel engagement, comme l'élimination progressive des subsides aux énergies fossiles et nucléaires, de nouvelles politiques ainsi que des nouvelles mesures de soutien aux énergies renouvelables ou un plus grand soutien pour des options non-électriques hors réseau. Elle met en évidence l'inégalité des sexes quant aux sources traditionnelles d'énergie dans les pays en voie de développement ainsi que le potentiel des nouvelles énergies renouvelables pour contribuer à l'émancipation économique. Les ONG demandent aussi un système de rapports et de contrôle, ainsi qu'un solide processus de suivi.

La déclaration des ONG souligne que la Conférence de Bonn ne devrait pas seulement entraîner des engagements des gouvernements, mais de la part de toutes les parties prenantes. Il faut de nouveaux engagements venant de tous les participants. C'est-à-dire des institutions financières internationales, dont le financement des énergies fossiles, nucléaires et hydrauliques à grande échelle devrait être remplacé par le financement de nouvelles énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Et également des acteurs non-gouvernementaux, car leurs actions sont vitales pour accomplir cette transition vers la pérennité.



Notre vision est celle d'un monde où la pauvreté est éliminée, où l'égalité des sexes est la norme, où tout le monde a accès à des services énergétiques propres et abordables et où un changement climatique catastrophique est évité.

Le Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD) ne nous a pas fait progresser dans ce sens de manière significative.

L'échec crucial du SMDD est dû à quelques gouvernements qui ont empêché la communauté mondiale de se mettre d'accord sur des engagements pour augmenter la part des nouvelles énergies renouvelables à travers le monde et pour fournir de l'énergie propre et abordable aux quelques 2 milliards de personnes encore privées de toute forme d'accès à l'énergie. Nous affirmons que l'accès aux services énergétiques de base pour les pauvres des villes et des campagnes fait partie des droits légitimes de la personne.

Nous accueillons favorablement la Déclaration de la Coalition pour les Energies Renouvelables de Johannesburg (CERJ) ainsi que l'initiative du gouvernement allemand d'organiser une conférence majeure sur les énergies renouvelables en juin 2004 pour orienter le monde dans une voie énergétique pérenne.

Nous devons prendre des mesures claires et décisives afin de :

- Transformer le système énergétique mondial dépendant des énergies fossiles, de l'hydroélectricité à grande échelle et du nucléaire en un système basé sur les nouvelles énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique. Le Protocole de Kyoto est un premier pas dans cette direction et il importe que la Russie le ratifie sans délai.

- Mobiliser en créant un programme spécial pour assurer des services énergétiques appropriés, propres et abordables aux deux milliards de personnes démunies de ces services. Ceci est un élément-clé pour atteindre les

„Objectifs de Développement du Millénaire“ (ODM). Nous demandons des services énergétiques gratuits pour les besoins essentiels des populations, alloués par personne, en fonction des modes de vie de chaque pays.

Les nouvelles énergies renouvelables jouent un rôle particulièrement important pour les deux objectifs susmentionnés. Elles font partie de l'ensemble de solutions pouvant créer un futur énergétique viable à long terme, tout comme les programmes d'efficacité énergétique ambitieux et leurs technologies. A l'instar des nouvelles énergies renouvelables, les politiques d'efficacité énergétique et la modification des mauvaises habitudes de consommation énergétique créeront de nouveaux produits et des marchés plus viables, des emplois supplémentaires, des effets positifs substantiels pour la santé et elles réduiront également les factures énergétiques en général.

Les "nouvelles énergies renouvelables" comprennent la biomasse moderne, les petites centrales hydrauliques (jusqu'à 10 MW), mécaniques ou électriques respectant les critères de la CMB (Commission mondiale des barrages) l'énergie géothermique, éolienne, solaire, celle des vagues ou des marées et autres types d'énergie marine. La biomasse moderne comprend l'utilisation améliorée de la biomasse traditionnelle par exemple dans les fourneaux efficaces, sans fumée, ainsi que pour la production d'électricité, de chaleur et de carburants provenant de biomasse cultivée écologiquement et carboniquement neutre.

L'efficacité énergétique inclut toutes les mesures visant à améliorer les usages de l'énergie ou à économiser l'énergie finale en diminuant la demande, entre autres pour les appareils ménagers, les moteurs, l'habitat et les services comme le transport.

Les énergies renouvelables - Un défi majeur pour le XXIème siècle



Actuellement, les scénarios énergétiques pour le XXIème siècle ne s'inscrivent pas dans le long terme. Persister dans cette direction nous amènerait tout droit à une catastrophe environnementale qui touchera les pauvres très durement et perpétuera le clivage croissant entre les riches et les pauvres, et entre les nations.

L'accès à des services énergétiques de base propres et abordables est essentiel à un développement viable à long terme et à l'élimination de la pauvreté (l'inégalité des sexes existe aussi à travers le manque d'énergie). Il peut être à la source de progrès majeurs dans les domaines de la santé, l'alphabétisation, la création d'emplois, la génération de revenus, l'émancipation économique et l'équité. Beaucoup de communautés rurales pauvres ont un accès limité ou inexistant à de l'énergie propre.

Si nous voulons éviter les effets dangereux du changement climatique il est essentiel de limiter le réchauffement global moyen au maximum à 2 degrés Celsius de plus que le niveau pré-industriel et de le diminuer le plus rapidement possible par la suite. Cet objectif peut être atteint sous condition de passer drastiquement aux énergies propres à travers le monde, ceci allant de pair avec des réductions rapides et importantes des émissions de CO₂.

Une transition rapide aux énergies propres et une véritable révolution en matière d'efficacité énergétique, en particulier dans tous les pays industrialisés et les grands pays en voie d'industrialisation, sont essentiels pour éviter les effets catastrophiques du changement climatique.

Changement de paradigme

Actuellement le monde dépense plus d'un trillion d'euros par an en factures énergétiques et investit annuellement entre 290 et 430 milliards d'euros dans de nouvelles infrastructures énergétiques. Rediriger une fraction de ces fonds permettrait d'augmenter magistralement la part des énergies renouvelables. Les nouvelles énergies renouvelables présentent plus qu'assez de potentiel pour répondre aux besoins énergétiques humains et sont décentralisées par nature, évitant ainsi de provoquer guerres et conflits, phénomènes si familiers dans les pays pétroliers.

Toutefois, les systèmes énergétiques actuels sont radicalement défavorables aux énergies renouvelables. Les énergies fossiles sont subventionnées par le contribuable à hauteur de 200 à 250 milliards d'euros chaque année, ce qui les rend artificiellement compétitives. En internalisant les coûts externes comme le changement climatique on arriverait, au contraire, à la conclusion que les énergies conventionnelles ne sont pas compétitives. Des barrières administratives et réglementaires excluent souvent les nouvelles énergies renouvelables des marchés de l'énergie. Pourtant, même avec de telles conditions, l'énergie solaire thermique, l'énergie éolienne et la biomasse moderne deviennent compétitives dans de nombreux endroits.



Foto: INFORSE/Sustainable Energy News

Les nouvelles énergies renouvelables - La meilleure option

Quant aux deux objectifs mentionnés précédemment, combattre le changement climatique et éliminer la pauvreté, les nouvelles énergies renouvelables permettent une solution décentralisée qui crée emplois et revenus, favorise l'émancipation des communautés locales et renforce leur autonomie.

Comme moteur du développement durable pour les 2 milliards de pauvres urbains et ruraux dans les pays en voie de développement, les solutions renouvelables non-électriques, hors-réseau (telles les cuisinières améliorées, le mini- ou micro-hydraulique pour l'énergie mécanique, les chauffe-eau solaires, les pompes éoliennes ainsi que les installations solaires de séchage et de purification d'eau) peuvent jouer un rôle positif pour :

- promouvoir l'équité entre les sexes - les sources d'énergie traditionnelles, et en particulier la biomasse, représentent une lourde charge pour les femmes qui, traditionnellement, la collectent et l'utilisent. Il y a donc un coût d'option énorme du temps qui pourrait être utilisé de façon plus utile, ainsi que d'énergie humaine;
- combattre la pollution de l'air d'intérieur - celle-ci provient de l'utilisation de biomasse traditionnelle dans les cuisinières inefficaces ou pour le chauffage. Elle représente la majeure cause de maladies et de décès dans les pays en voie de développement, en particulier pour les femmes et les enfants;
- l'autonomie économique - les pauvres dépensent souvent une part disproportionnée de leur revenu en kérosène, batteries et bougies afin de satisfaire leurs besoins énergétiques. Les énergies renouvelables et en particulier les options non-électriques, peuvent réduire de façon dramatique les dépenses en sources d'énergie „importées“;



- l'émancipation - le contrôle et la gestion des sources locales d'énergie permettraient l'émancipation des communautés plutôt que de les mettre dans une nouvelle dépendance vis-à-vis des matériaux, de l'équipement et du carburant venant d'"ailleurs";
- la sécurité et l'environnement local - de nouvelles énergies renouvelables fortement présentes dans un système énergétique contrôlé et possédé localement peuvent aussi être d'une grande utilité pour protéger et aménager l'environnement local.

Les nouvelles énergies renouvelables ont également un rôle important à jouer dans la lutte contre les dangers du changement climatique au niveau mondial, ainsi que dans la réduction de la pollution de l'eau et de l'air au niveau local et régional. En plus du fait qu'elles remplacent les énergies fossiles et autres technologies „sales“ qui polluent l'environnement et provoquent le changement climatique, les nouvelles énergies renouvelables ont d'autres avantages :

- Les nouvelles énergies renouvelables améliorent la sécurité énergétique en termes économiques, créant beaucoup plus d'emplois par unité d'énergie produite et introduisant de toutes nouvelles industries;
- Les nouvelles énergies renouvelables ne sont pas sujettes à l'insécurité économique causée en particulier par la volatilité des prix des matières premières et en particulier des énergies fossiles sur le marché mondial. Les nouvelles énergies renouvelables peuvent contribuer grandement à la stabilité économique, aussi bien pour les pays industrialisés que pour les pays en voie de développement;
- Les nouvelles énergies renouvelables sont moins susceptibles d'avoir les mêmes vulnérabilités que les systèmes énergétiques centralisés inhérents aux systèmes alimentés par des énergies fossiles ou nucléaires. Conjointement avec les réseaux indépendants, régionaux et locaux, les nouvelles énergies renouvelables contribuent à la stabilité du réseau et réduisent le taux de probabilité de pannes. Elles ne seront jamais la cause de catastrophes environnementales comme les marées noires, les explosions de pétroliers ou les accidents nucléaires et elles sont moins vulnérables en cas d'actes de violence;
- Les sources de nouvelles énergies renouvelables sont disponibles partout, ne pourront pas être à l'origine de guerres pour les ressources et ne nécessiteront pas la protection d'un système militaire et sécuritaire massif .

La Déclaration de Bonn :

les pays partageant le même point de vue doivent montrer la voie.

La Déclaration de Bonn devrait envoyer le message clair et pressant qu'un nombre important de pays comptent sérieusement atteindre les „Objectifs de Développement du Millénaire“ d'éradication de la pauvreté et de réduction du changement climatique dangereux par de l'énergie propre et abordable.

Pour cela, la Déclaration de Bonn devrait spécifiquement promouvoir les éléments suivants:

- Des évaluations indépendantes, complètes et participatives des options et besoins conduites avec un accès illimité à l'information afin d'élaborer des schémas de développement énergétique durable. Ces schémas devraient être utilisés par tous les acteurs lors de la planification, du financement et de la mise en oeuvre d'un développement énergétique viable à long terme.
- Un plan d'action avec davantage de soutien pour les options non-électriques, horsréseau, incluant:
 - Un cadre institutionnel pour le développement de technologies ainsi que la diffusion, la formation et la capitalisation qui y sont liées, par opposition à une extension du système centralisé basé sur la grande hydroélectricité, le nucléaire et les énergies fossiles;
 - Le développement de compétences locales en technologie, finance, fabrication, entretien, et autres, en mettant l'accent sur l'autonomie et l'autosuffisance;
 - Des fonds supplémentaires à identifier lors des rencontres pour le financement de l'ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) et pour les dépenses de l'ODA (Aide au Développement) à consacrer au développement du secteur énergétique.
- De nouveaux objectifs nationaux et régionaux ambitieux afin d'augmenter la part des nouvelles énergies renouvelables.
- De nouvelles politiques et mesures qui soutiennent nos objectifs, basées sur des succès précédents authentiques.
- L'engagement de voir à l'élimination de la discrimination sexuelle dans les politiques et mesures concernant les énergies renouvelables.
- Des mécanismes facilitant de véritables transferts de technologie et de compétences aussi bien du Nord vers le Sud que du Sud vers le Sud, favorisant l'autonomie et empêchant toute dépendance.
- De nouvelles politiques ambitieuses visant à augmenter l'efficacité énergétique.
- Une stratégie financière d'ensemble contenant les éléments suivants :
 - Le renforcement des plans existants et la création de nouveaux plans de micro-financement des nouvelles énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, comme les fonds avec réapprovisionnement, afin d'encourager l'esprit d'entreprise et d'améliorer les moyens d'existence ;
 - La recherche, le développement et la démonstration dans les pays en voie de développement ;
 - Les institutions financières internationales (IFI), les agences de crédit à l'exportation (ACE/ECA) et les gouvernements participant à des programmes de réduction du carbone devraient acquérir uniquement des crédits et garanties du Mécanisme de développement propre (MDP) et de la mise en oeuvre conjointe (MOC) qui respectent les critères de l'Etalon Or.

Il est essentiel de trouver de nouvelles sources de financement pour réaliser cette transformation globale des systèmes énergétiques. La possibilité de faire payer l'utilisation des biens communs mérite certainement considération. Quant aux finances actuelles, les institutions financières internationales doivent de toutes façons mettre en oeuvre certaines mesures.

Les gouvernements nationaux doivent donner les instructions suivantes aux IFI :

- Le financement des énergies fossiles, nucléaires ou hydroélectriques ne répondant pas aux critères de la CMB, devrait être supprimé graduellement d'ici 2008 et ces fonds consacrés à de nouvelles énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique. Les gouvernements devraient coordonner leurs politiques au sein de ces institutions afin d'assurer le pouvoir électoral nécessaire pour opérer un tel changement.

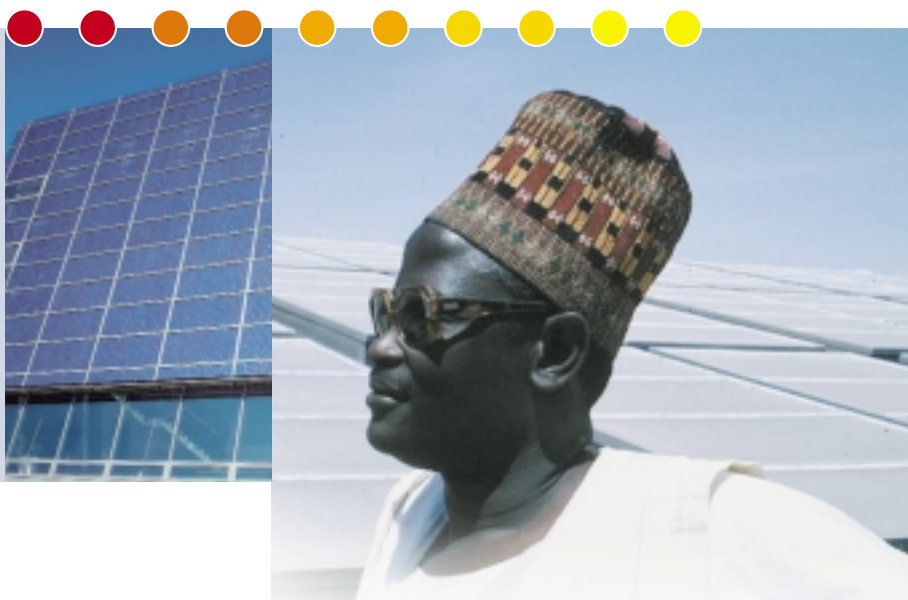
- L'investissement dans de nouvelles énergies renouvelables et dans l'efficacité énergétique peut être considéré par les IFI comme une contribution au paiement de la dette.

Banques de développement multilatéral (MDB) :

- Les MDB devraient créer des unités spécialisées pour les nouvelles énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, composées de banquiers et d'ingénieurs possédant de l'expérience en matière de prêts dans ces domaines. Les technologies peu coûteuses rendant possibles la production et l'entretien locaux, l'énergie rurale et les sources d'énergies hors réseau devraient faire l'objet d'une attention spéciale.
- Lors de toute implication de la part d'une MDB dans la réforme du secteur énergétique, celle-ci devrait encourager la mise en oeuvre de nouvelles énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Les agences de crédit à l'exportation (ACE)

- Les ACE doivent supprimer graduellement leur soutien aux énergies fossiles, nucléaires et hydroélectriques qui ne répondent pas aux critères de la CMB et reporter ce soutien aux nouvelles énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique d'ici 2008. En vue de cet objectif, les ACE devraient commencer par modifier leurs portefeuilles énergétiques afin d'atteindre une proportion de 20% pour l'efficacité énergétique et pour les nouvelles énergies renouvelables dès l'année prochaine. Les ACE devraient également devenir plus transparentes afin qu'il soit possible de contrôler et d'évaluer l'accomplissement de cet objectif.
- Afin d'atteindre ces objectifs, les ACE doivent immédiatement introduire des réformes institutionnelles et prendre des mesures pour développer les compétences nécessaires à ces nouveaux arrangements sectoriels. Il faut aussi mettre fin aux conditions préférentielles pour les énergies fossiles et



la technologie nucléaire dans l'accord actuel de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) sur les crédits à l'exportation.

- Simultanément, les ACE devraient soutenir les nouvelles énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en leur proposant les taux d'intérêt les plus bas et les termes de remboursement les plus longs.

Le plus grand nombre possible de pays devrait adhérer à ces nouveaux engagements de la Déclaration sans s'attarder aux objections de pays qui ne désirent pas y participer. Il est clair que les pays allant de l'avant pour améliorer l'efficacité énergétique et adopter les énergies renouvelables pourront bénéficier de l'augmentation du nombre d'emplois, de nouvelles possibilités d'exportation, d'une pollution réduite de l'air et de l'eau et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

¹ Le Centre pour les Sciences et l'Environnement n'est pas d'accord avec le fait de mettre des conditions préalables au financement multilatéral.

Contrôle et suivi

Afin de s'assurer que les engagements pris sont respectés et que les progrès supplémentaires se poursuivent, la Conférence de Bonn devrait aussi créer un système de contrôle et de restitution, ainsi qu'un solide processus de suivi. Au niveau international, ce processus de monitorat nécessite une structure avec les différentes parties prenantes ainsi qu'un secrétariat institutionnalisé qui, pour l'instant, devrait être multilatéral mais situé en dehors du cadre des Nations Unies. Il pourrait s'inspirer du processus d'Ottawa lancé par quelques gouvernements et ONG et menant au Traité sur les mines terrestres.

De plus, le processus de suivi devrait inclure les éléments suivants:

1. Des rapports d'évaluation et de progrès suivant des critères consensuels liés aux objectifs principaux de la Conférence. Les gouvernements devraient faire leurs rapports aux parlements nationaux et à la communauté internationale. Ces rapports devraient inclure la participation des parties prenantes et être également remis à la Session spéciale sur l'énergie de la Commission sur le développement durable (CDD) de 2006.
2. Une conférence sur le suivi dans un pays en voie de développement.
3. Une responsabilité institutionnelle claire à un haut niveau.

Les gouvernements nationaux devraient prendre l'initiative d'organiser non seulement le suivi, mais aussi le processus préparatoire national en incluant toutes les parties prenantes. Des dispositions matérielles devraient être prises afin de permettre aux ONG de participer au processus.

La Coalition de Johannesburg pour les énergies renouvelables

Les pays participant à la Coalition de Johannesburg pour les énergies renouvelables (CJER) devraient présenter leurs objectifs nationaux au cours de la Conférence de Bonn, démontrant leur esprit d'initiative et tenant ainsi leur promesse faite à la fin du SMDD. Nous avons pris note de ces pays et nous assurerons activement que ces promesses soient respectées. De plus, un secrétariat devrait être créé, qui respecte les conditions suivantes :

- Transparence, crédibilité et représentation de l'ensemble des Etats membres de la CJER;
- Un équipe internationale nantie de moyens financiers suffisants;
- Restitution à la coalition CJER;
- Rassemblant les propositions de politiques, mesures et objectifs par/pour les Etats membres;
- Coordination du processus de contrôle de ces objectifs;
- Consultation adéquate des parties prenantes aux échelons nationaux et internationaux;
- Organisation des aspects inter-gouvernementaux du processus de suivi après Bonn;
- Assistance à la mise sur pied et à l'augmentation des mécanismes de financement au profit des nouvelles énergies renouvelables dans les Etats membres du JREC.

La CJER doit aussi réformer les mécanismes de financement et de transfert de technologie vers et entre les Etats membres de la CJER en faveur des nouvelles énergies renouvelables. Ceci signifie qu'il faut en particulier:

- Eliminer les barrières à l'importation et établir un régime préférentiel pour les nouvelles énergies renouvelables;
- Créer de nouvelles possibilités de financement pour les nouvelles énergies renouvelables;
- Réformer l'aide bilatérale actuelle, comme par exemple les financements octroyés par les ACE, en faveur des nouvelles énergies renouvelables;
- Créer et soutenir des industries de nouvelles énergies renouvelables dans les Etats membres de la CJER;
- Fournir des mécanismes de développement des compétences et permettre les échanges de technologie et d'information entre les Etats membres de la CJER.

Energies renouvelables 2004 :
nous avons besoin de nouveaux engagements de la part de tous les participants.

Energies Renouvelables 2004 occupe une position unique de par la variété de ses nombreux participants. Des gouvernements locaux et nationaux, des entreprises, des parlementaires, des syndicats, des institutions financières internationales, des agences de crédit à l'exportation, des organisations inter-gouvernementales et des ONG environnementales et de développement, des universités, des mouvements sociaux, des groupes autochtones et les médias y assisteront. Chacun de ces groupes joue un rôle différent dans le débat énergétique et peut ainsi s'engager de manière distincte afin d'assurer le succès de cette Conférence. Nous croyons que chacun des groupes mentionnés ci-dessus aura l'occasion de s'engager à augmenter la part des nouvelles énergies renouvelables et devrait saisir cette chance à Bonn. En fait, nous croyons que les groupes doivent agir ainsi si nous voulons que cette rencontre puisse faire une différence.

Nous demandons donc à tous les participants de prendre de nouveaux engagements afin d'augmenter la part des énergies renouvelables. Ces engagements doivent respecter un ensemble de critères en assurant la qualité. Le pays d'accueil devrait mettre sur pied un processus permettant de définir les critères et mécanismes de contrôle de qualité afin d'en assurer la mise en oeuvre. Voici quelques exemples de critères:

- Augmenter les nouvelles énergies renouvelables;
- Evaluer les impacts sur l'équité et les genres;
- Augmenter l'émancipation locale;
- Favoriser l'accomplissement des Objectifs de Développement du Millénaire;
- Faire avancer les objectifs environnementaux à long terme.



Les gouvernements nationaux déterminent le cadre réglementaire des pratiques et politiques énergétiques et jouent donc un rôle important dans la promotion et la commercialisation de l'énergie renouvelable pour le développement. Les gouvernements devraient:

1. Définir de nouveaux objectifs ambitieux concernant les nouvelles énergies renouvelables.
2. Annoncer de nouvelles politiques et mesures afin d'augmenter la part des nouvelles énergies renouvelables, comme des lois obligeant leur introduction (feed-in), des incitations fiscales ou des critères ambitieux pour les portefeuilles en énergie renouvelable, appropriés aux conditions locales et en concertation avec les participants locaux.
3. Annoncer de nouvelles politiques permettant l'élimination progressive des subsides octroyés aux énergies fossiles et nucléaires.
4. Annoncer de nouveaux plans de développement procurant des services énergétiques propres et abordables à ceux qui n'en n'ont pas.
5. Faire des nouvelles énergies renouvelables une priorité au sein de la coopération pour le développement bi-latérale et multi-latérale, en particulier par des programmes de micro-financements.
6. Etablir des prix d'accès au réseau équitables et transparents pour les énergies renouvelables, en prenant en compte les avantages de la production existante.
7. Montrer l'exemple en faisant primer l'efficacité énergétique dans leurs propres activités et en utilisant des carburants plus propres.
8. S'assurer d'une offre énergétique harmonisée à la demande, fondée sur l'évaluation et des décisions participatives.
9. Créer des programmes nationaux de soutien à l'efficacité énergétique.
10. Mettre en place des programmes d'assistance sociale pour les travailleurs et les communautés pouvant être affectés par la transition à une énergie plus propre.
11. Promouvoir l'intégration de l'enseignement sur les nouvelles énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les programmes éducatifs nationaux et dans les formations techniques.

Les gouvernements départementaux, provinciaux et locaux de nombreux pays peuvent adopter leurs propres lois pour augmenter la part des nouvelles énergies renouvelables. Souvent ces lois créent des occasions sur le marché pour des entreprises opérant dans le département ou la ville, et procurent ainsi un environnement plus propre aux habitants. Les gouvernements départementaux et locaux devraient:

1. Annoncer des objectifs, des politiques et des mesures visant à augmenter la part de nouvelles énergies renouvelables, comme par exemple des critères ambitieux pour les portefeuilles en énergies renouvelables ou des incitations fiscales et appeler le gouvernement national à faire de même.
2. Annoncer leur intention, en tant que propriétaires et actionnaires de services publics, de tourner le dos aux énergies fossiles et nucléaires.
3. S'assurer que les communautés affectées participent au processus de prise de décision et que leurs droits et intérêts soient respectés.
4. Montrer l'exemple en menant une politique publique d'achats „verte“.

Le monde des affaires joue un rôle multiple dans le débat énergétique selon le secteur représenté. Que ce soit en tant que consommateur ou producteur d'électricité, fort souvent, les entreprises déterminent les politiques énergétiques de par le monde. Toutes les entreprises participantes devraient donc:

1. S'engager à passer d'une production énergétique basée sur le charbon et le pétrole à une production issue des nouvelles énergies renouvelables, en ce qui concerne les producteurs d'énergie.
2. S'engager à acheter de l'"électricité verte" dans la mesure du possible, en ce qui concerne les consommateurs d'énergie.
3. Exercer de la pression sur le gouvernement, afin que ce dernier supporte des politiques fortes en faveur des nouvelles énergies renouvelables, y compris un cadre réglementaire approprié et des instruments économiques.

4. Financer des services énergétiques propres et abordables dans les pays en voie de développement.

5. Financer des programmes améliorant l'efficacité énergétique des différentes sources d'énergie.

Les parlementaires ont un rôle crucial lors de l'élaboration des lois énergétiques nationales et lors des débats nationaux et internationaux. Nous demandons aux parlementaires qui seront présents à Bonn de :

1. Faire passer des lois visant à augmenter la part des nouvelles énergies renouvelables.

2. S'assurer que leurs propres gouvernements nationaux annoncent de nouveaux engagements afin d'augmenter la part des énergies renouvelables.

3. Éliminer progressivement les subsides octroyés aux énergies fossiles et nucléaires, et travailler à une réforme écologique de la fiscalité.

4. Promouvoir les énergies renouvelables auprès des autres parlementaires.

5. Promouvoir des programmes d'efficacité énergétique.

Syndicats – Les énergies renouvelables créeront de nouveaux emplois „propres“ pour les travailleurs de par le monde. Les syndicats devraient ainsi s'impliquer dans le débat énergétique afin de garantir globalement plus d'emplois dans de nouvelles industries. Ils devraient :

1. Soutenir de façon constructive la transition vers les énergies renouvelables, plus intensives en main-d'oeuvre.

2. Encourager les travailleurs des secteurs énergétiques conventionnels à trouver un emploi dans les secteurs des énergies viables à long terme.

3. Sensibiliser les syndicats les plus concernés en leur montrant le potentiel des énergies renouvelables.

4. Travailler en coopération avec les gouvernements et les entreprises pour créer des programmes d'assistance sociale au profit des travailleurs et des communautés pouvant être affectés par la transition aux énergies propres.

Les institutions financières internationales et les agences de crédit à l'exportation fournissent des ressources et des garanties de crédit de par le monde pour construire de nouvelles centrales et installations. Que ce soit par le biais de prêts directs, de garanties de crédit ou de conseils, ces institutions jouent un rôle majeur dans la détermination du futur éventail énergétique. Nous appelons donc les IFI et les ACE à s'engager de la façon suivante :

1. Le financement des énergies fossiles, nucléaires et hydro-électriques ne respectant pas les critères de la CMB devrait avoir été progressivement éliminé d'ici 2008 et remplacé par de nouvelles énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique par toutes les institutions financières internationales.

2. L'année prochaine, les ACE devront se fixer l'objectif d'avoir 20% de leurs portefeuilles énergétiques composés de nouvelles énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Les banques commerciales investissent chaque année des milliards de dollars dans des projets du secteur énergétique. Elles devraient donc s'engager à :

1. Appliquer des critères de sélection pour évaluer l'empreinte carbonique de leurs investissements.

2. S'engager à passer à des investissements moins intensifs en carbone et soutenant les nouvelles énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

3. Assurer à leurs employés des formations sur les prêts concernant les nouvelles énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

De plus, les banques ayant adhéré aux Principes de l'Equateur devraient suivre la politique énergétique des BMD/MDB, basée sur les principes mentionnés ci-dessus.

Les organisations intergouvernementales comme le FEM, le PNUD et le PNUE sont importantes du fait qu'elles peuvent augmenter les fonds consacrés aux projets en énergies renouvelables à travers le monde. Afin d'augmenter l'adoption des nouvelles énergies renouvelables, elles devraient :

1. Donner la priorité aux pays qui ont des objectifs pour le transfert de technologie de nouvelles énergies renouvelables.

2. Créer des programmes de développement de compétences à des fins éducatives et de production; par exemple, partager les expériences de pays qui sont à la pointe en énergies renouvelables.



Les ONG de développement travaillent aux niveaux local, national, régional et mondial pour améliorer les conditions de vie des démunis, des femmes et des personnes défavorisées. Elles pourraient jouer un rôle majeur en intégrant des éléments prioritaires du développement dans le débat sur l'énergie et devraient :

1. S'engager à travailler sur le thème des nouvelles énergies renouvelables.
2. S'atteler à donner une place importante aux nouvelles énergies renouvelables dans leurs propres projets et dans les agences de développement, créant ainsi un lien entre les besoins en santé, en environnement et en développement.
3. S'atteler à lier les thèmes du changement climatique, des énergies renouvelables, de l'élimination de la pauvreté et du bien-être social et économique

Les ONG environnementales travaillent aux niveaux local, national, régional et mondial afin de réduire la pollution sous toutes ses formes et d'améliorer les conditions pour la nature et les personnes. En tant qu'organisations étant déjà actives dans le débat sur les énergies renouvelables, elles devraient :

1. S'engager à consacrer plus de ressources à l'éducation et à la motivation du public au sujet des énergies renouvelables.
2. S'engager à recruter de nouvelles ONG et des alliés inhabituels pour participer au débat sur les énergies renouvelables.
3. S'engager à encourager activement les consommateurs à acheter de l'électricité verte.
4. Acheter de l'électricité verte là où elles ne le font pas encore.
5. Accroître la coopération Nord-Sud entre ONG en matière de nouvelles énergies renouvelables.
6. S'attacher à lier les thèmes du changement climatique, des énergies renouvelables, de l'élimination de la pauvreté et du bien-être social et économique.

Les universités possèdent des ressources importantes dans le domaine de l'énergie et devraient :

1. S'engager à faire de la recherche, du développement et de la démonstration responsable au niveau social et environnemental dans le domaine des nouvelles énergies renouvelables.
2. Accroître le transfert de technologie au niveau des nouvelles énergies renouvelables entre le Nord et le Sud et entre pays du Sud.
3. Inclure les nouvelles énergies renouvelables dans le matériel éducatif à de nombreux niveaux et disséminer ce matériel.
4. S'engager à inclure les dimensions sociale et environnementale dans l'enseignement et la recherche dans le domaine des énergies renouvelables.

Les mouvements sociaux et les peuples autochtones jouent un rôle essentiel dans la société. En poursuivant leur engagement pour une justice sociale et environnementale, ils devraient :

1. Aider à construire un mouvement pour une transition juste aux nouvelles énergies renouvelables.
2. Demander et adopter des options non-électriques hors réseau et d'autres technologies appropriées dans le domaine des nouvelles énergies renouvelables, qui favorisent l'autonomie et l'auto-suffisance énergétique.

Les médias déterminent souvent la façon dont l'information est présentée et distribuée. Les médias devraient :

1. S'engager à inclure les dimensions sociales et environnementales dans leurs reportages.
2. S'engager à donner des présentations équilibrées des questions énergétiques, en tenant particulièrement compte des bénéfices des nouvelles énergies renouvelables et des dégâts pour l'environnement et la santé humaine, en ce qui concerne les médias étatiques ou sponsorisés.
3. Créer un réseau pour assurer une couverture adéquate et informée des nouvelles énergies renouvelables, à la fois comme solution au changement climatique et moteur d'un développement pérenne.

CONCLUSION:

Le SMDD n'a pas réussi à faire progresser le monde vers l'élimination de la pauvreté, l'égalité des sexes, la fourniture de services énergétiques propres à un prix abordable pour tous, ou vers des solutions pour éviter un changement climatique dangereux. Cet échec a été une immense déception pour des milliards de personnes. La Conférence de Bonn représente une seconde chance d'assurer des services énergétiques à ceux qui n'en ont pas et d'engager le monde sur la bonne voie pour éviter un changement climatique catastrophique. Ne gâchons pas cette seconde chance.

Signataires de la Déclaration

African Energy Policy Research Network, Kenya
 Albertine Rift Conservation Society, Uganda
 Alternative Energy Project for Sustainability, Thaïlande
 Amis de la Terre, Argentine
 Amis de la Terre, Brésil
 Amis de la Terre, Canada
 Amis de la Terre, Allemagne
 Amis de la Terre, Japon
 Amis de la Terre, Slovaquie
 Anjos do Tempo, Brésil
 Armenian Women Health and Healthy Environment, Arménie
 Associação de Preservação e Equilíbrio do Meio Ambiente de Santa Catarina, Brésil
 Associação Ecológica Carijós –São Francisco do Sul, Brésil
 Association for Sustainable Human Development, Arménie
 Association for the Integration of Technology and Organisms, Allemagne
 Association for useful activities Ecomission 21st century” - Bulgarie
 Association of Environmental Citizens Initiatives (BBU), Allemagne
 Biom, Kirghizistan
 Biomasse in Pankow, Allemagne
 Bios, Republic of Moldavie
 Bund der Energieverbraucher – Association of Energy Consumers, Allemagne
 Burg - Youth Environmental Center NGO, Arménie
 Catalan Agreement for a Clean and Renewable Energy
 Catholic Rural Youth Movement (KJUB), Allemagne
 Censat Agua Viva, Colombie
 Center for Assistance to Environmental Initiatives, Russie
 Center for Environmental Public Advocacy, Slovaquie
 Center for Strategic Research and Development of Georgia, Georgie
 Central and Eastern Europe Bankwatch Network
 Centre for Environment and Energy Research & Studies, Iran
 Centre for Environmental Information and Education, Bulgarie
 Centre for Science and Environment, Inde
 Centro de Estudios Uruguayo de Tecnologías apropiadas, Uruguay
 Children of the Baltic, Russie
 Chile Sustentable, Chili
 Clean Energy Coalition, Russie
 Climate Action Network Central and Eastern Europe, Slovénie
 Climate Action Network Europe, Belgique
 David Suzuki Foundation, Canada
 Deutsch-Tansanische Partnerschaft, Allemagne
 Earthlife Africa, Afrique du Sud
 Eco-Accord Centre on Environmental Problems Solution, Russie
 EcoCenter, Kazakhstan
 Economists Union of Georgia - Economy for Society, Georgie
 Ecoteam, Arménie
 Ekoil - Scientific-Environmental Society, Slovaquie
 Energia - International Network on Gender and Sustainable Energy, Pays Bas
 Energy Club, Hongrie
 Energy Efficiency Centre, Georgie
 Energy Working Group of the Brazilian Forum of NGOs and Social Movements for the Environment and Development, Brésil
 Environmental Justice Networking Forum, Afrique du Sud
 FASE, Brésil
 Fatihogang, Afrique du Sud
 For the Earth, Bulgarie
 Fórum Brasileiro de ONGs e Movimentos Sociais para o Meio Ambiente e o Desenvolvimento, Brésil
 Friends of Grand River/MistaShipu, Canada
 Fundación Ecológica Bacatá, Colombie
 German Environmental Aid, Allemagne
 German League for Nature and Environment (DNR), Allemagne
 German NGO Forum on Environment and Development, Allemagne
 German Society for Nature Conservation(NABU), Allemagne
 Germanwatch, Allemagne
 Global Nature Fund, Allemagne
 Gökova – Akyaka’yi Sevenler Dernegi, Turquie
 Green Action Association, Hongrie
 Green Alternative, Georgie
 Green Energy Law Network, Japon
 Green Network, Afrique du Sud
 Greenpeace International
 Grian, Irlande
 Grüne Liga, Allemagne
 Hamburger Klimaschutz-Fonds, Allemagne
 Heinrich Boell Foundation, Allemagne
 HELIO International
 InfoEcoclub, Bulgarie
 Inforse, Danemark
 Institut für Kirche und Gesellschaft – Ev. Kirche von Westfalen, Alle-

magne
 Institute for Applied Ecology, Allemagne
 Institute for Sustainable Energy Policies, Japon
 International Energy Brigades Network, Central and Eastern Europe
 International Institute for Energy Conservation
 International Network for Sustainable Energy
 International Rivers Network
 International Solar Energy Society, Allemagne
 IT Power, Inde
 Kabang Kalikasan Ng Pilipinas Foundation, Philippines
 Landesarbeitsgemeinschaft Agenda 21 NRW, Allemagne
 Life / Women Develop Ecotechniques, Allemagne
 Mola Solaire International, Allemagne
 National Ecological Centre of Ukraine, Ukraine
 National Union of Metalworkers, Afrique du Sud
 Naturefriends Allemagne
 NGO Working Group on Export Development Canada – A Working Group of the Halifax Initiative Coalition, Canada
 NM Ecoglasnost/Friends of the Earth, Bulgarie
 One World – One Future Foundation, Allemagne
 OroVerde, Allemagne
 Philippine Rural Reconstruction Movement, Philippines
 Philippine Solar Energy Society, Philippines
 Programa Argentina Sustentable, Argentine
 Programa Uruguay Sustentable, Uruguay
 Projeto Brasil Sustentável e Democrático, Brésil
 Proyecto Gato, Belgique
 Red Nacional de Accion Ecologica, Chili
 Red Uruguay de ONGs Ambientalistas, Uruguay
 Reform the World Bank Campaign, Italie
 Rios Vivos Coalition, Brésil
 Service des Eglises Evangélistes en Allemagne pour le Développement, Allemagne
 Sibol ng Agham at Teknolohiya, Philippines
 Sindicato dos Eletricitários do Ceará, Brésil
 Society for the Promotion of Renewable Energy, Allemagne
 SOLIUSPAX, Philippines
 Sun Valley Association, Roumanie
 Sustainable Energy Africa, Afrique du Sud
 Sustainable South Cone Programme, Brésil, Argentine, Bolivie, Chili, Paraguay, Uruguay
 Swiss Energy Foundation, Suisse
 The Bellona Foundation, Russie
 The Greenhouse People’s Environmental Center Project, Afrique du Sud
 The Third Signatory, Canada
 TERRA Mileniul III, Roumanie
 Uganda Environmental Education Foundation, Ouganda
 University of the Philippines Electrical and Electronics Engineering Foundation, Philippines
 University of the Philippines Engineering Research and Development, Foundation, Philippines
 Urgewald, Allemagne
 Verbraucher Initiative (Consumers Initiative), Allemagne
 Vitae Civilis Institute for Development, Environment and Peace, Brésil
 Women for Peace, Allemagne, France
 Working Group on Rainforest Conservation, Allemagne
 World Wide Fund for Nature International
 World Wind Energy Association
 Yem Biom, Kirghizistan
 Youth Employment Summit – Azerbaijan Country Network, Azerbaïdjan
 Youth for Intergenerational Justice and Sustainability, Allemagne



Foto: INFOKSE/Sustainable Energy News

